L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 AOUT 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
EDITEURS-PROPRIETAIRES:
G. F. WEISSE, H. DUPOUY,
E. DUVERGES, S. HARRY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 7 AOUT.

ABONNES A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il se publie tous les jours dans nos bureaux des journaux qui désirent s'abonner pour un temps indéfini, mais comme en leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit la comptabilité, nous avons résolu de tout simplifier en autorisant nos porteurs à nous recevoir. C'est donc à ces derniers que les abonnements à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

SECOURS AUX INONDES.

Une liste de souscription est ouverte au bureau de l'Abeille pour venir au secours des victimes de l'inondation en France.

Nouvelles étrangères.

Les rumeurs européennes apportées par l'Africa nous sont parvenus hier; ils vont jusqu'au 12 Juillet pour l'Angleterre et jusqu'au 11 pour le continent.

La session du Sénat français, ouverte le 3 Juillet a été close le 12 du mois dernier.

La situation de l'Italie préoccupe beaucoup les esprits en France, mais il n'est encore question d'aucun acte de la part des puissances. On continue au parlement anglais de signaler les réformes qu'il gerait à introduire dans la péninsule. Lord Malmesbury, interpellé à la Chambre des Lords, a dit, après avoir énuméré les réformes promises au nom des Deux Siciles, qu'il venait d'arrivé de Naples une réponse peu satisfaisante, et sur laquelle l'absence de l'ambassadeur Français de sa capitale a empêché jusqu'à présent de prendre une résolution définitive. Lord Palmerston a pris à la Chambre des Communes la défense de la politique consistante que la France et l'Angleterre doivent, dit-il, devraient défendre si elle est attaquée. Malgré cette perspective, qui semble plus particulièrement l'Autriche, il ne tient compte pas moins sur les bruits de cette puissance pour obtenir de Naples les concessions refusées aux puissances maritimes.

Les lettres de Saint-Pétersbourg nous ont donné une polémique curieuse engagée entre les journaux généraux russes, au sujet de la question de Crimée. Cette guerre de plume a été menée avec une remarquable ardeur et une véhémence croissante. Elle va jusqu'à attaquer aux plus hauts dignitaires de l'empire. Le dernier officier général mis en cause est le prince Menchikoff lui-même. Le journal l'*Independance Belge*, des sympathies de liberté que nous avons cru utile de ne pas discuter, certes, ne se serait attirée entrer de pareilles discussions dans ses feuilles russes. Jusqu'à présent les journaux des pays libres, tels que l'Angleterre, ont eu seuls l'heureux privilége de ces discussions, à côté de quelques inconvénients, ont l'immense mérite de dévoiler et de indiquer le remède.

Les désordres ont eu lieu à Gateshead, ville située entre les orangistes et les partisans de l'abolition de l'anniversaire de la bataille de Boyne. *Le Times*, qui est très sympathique qui est irlandais, met les torts du côté des patriotes, qui auraient assailis leurs adversaires politiques.

Les travaux du chemin du Mont-Cenis, le *Journal de Rome* rend un compte rendu de l'inauguration du tronçon de Bussi, qui a eu lieu le 7 juillet. Le cardinal-vicaire assistait à la solennité, qui a été terminée par une fête à la villa du cardinal.

Au milieu de ces troubles regrettables qui ont lieu en Espagne, nous lisons dans le *Journal des Débats*:

Le gouvernement de l'Espagne vient d'entrer dans une crise dont les résultats sont qu'imparfaitement connus. Le ministère qui s'était formé sous la présidence du maréchal Espartero après l'insurrection du mois de juillet 1854, vient de se dissoudre, et une nouvelle administration a été formée sous la présidence du maréchal Pacheco. C'est là un événement grave, dont nous apprécier pour le moment sans en préjuger le caractère.

Quelques désordres qui ont éclaté dans les rues de la capitale et de la Navarre, et dont nous avons signalé il y a peu de jours, ont paru le trouble parmi les ministres; les mesures adoptées sur les ministre de l'intérieur n'avaient pas les malfaiteurs; de toutes parts on signalait des troubles de nouveaux attroupements avec une fureur sauvage des personnes et les propriétés. Le gouvernement devenu intolérable: il demandait une répression prompte, énergique et entière. Les ministres ne s'entendaient pas. Le maréchal O'Donnell voulait que l'on tînt les causes premières du mal. Le ministère voulait que personne ne s'occupât plutôt les instigateurs et les auteurs de la dévastation que les malfaiteurs et obscurs. Il n'approuvait les exécutions déjà nombreuses des hommes du peuple égarés seulement par des suggestions partie de l'étranger. Il insistait sur la mise en état de siége de l'Espagne. Le maréchal Espartero partageait les vues de son collègue, mais n'était pas ses vues. Le dissentiment dans les conseils tenus le 11, le 12 devant la reine, et après une discussion prolongée, on est resté convaincu qu'il y aurait pas à se mettre d'accord. Nous écrit que le maréchal Espartero, cette discussion, avait remis entre les mains de la reine; le maréchal Espartero en a fait autant; les ministres ont suivi l'exemple que venait de donner les deux maréchaux. Le lendemain, le maréchal Espartero a été appelé à la Cour, et une nouvelle administration a été formée sous la présidence du maréchal Pacheco. Il